

Mgr Pontier : "Nous voulons rappeler la dignité de la personne humaine, de sa conception à sa mort naturelle"

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 5 novembre 2017



Discours d'ouverture de l'Assemblée des évêques de France par Mgr **Georges Pontier** :

Une Bonne Nouvelle pour notre temps

Le texte des Béatitudes a été proclamé dans nos églises pour la récente fête de Toussaint. Cette succession des neuf interpellations du Christ commençant chacune par le mot « Heureux », donne un programme de vie au service de la conquête de la liberté intérieure soumise aux addictions multiples de l'existence, au service encore de l'engagement pour la justice et pour la paix. Il permet de relire le temps des épreuves subies à cause de la foi en

Christ et met en son centre le sommet de l'amour : « la miséricorde ». On y trouve une charte de vie personnelle et collective. On y trouve la manière dont Dieu s'est fait homme parmi nous.

Les écoutant et revenant à elles, j'y ai vu une bonne nouvelle pour notre temps. J'y ai perçu cette source du bonheur que chacun recherche. J'y ai entendu l'appel que le Christ nous adresse à les mettre en pratique. Elles expriment une part du contenu de notre témoignage de vie chrétienne dans cette société que Dieu aime et sauve.

Encourager le dialogue en toutes circonstances

N'est-il pas vrai que notre monde est traversé par de grandes tensions qui sèment le trouble et que seuls le dialogue, la justice, la confiance et la réconciliation entre les peuples peuvent apaiser ? L'histoire de notre Europe en est un exemple réconfortant. Des nations en guerre durant des siècles ont trouvé le chemin de la paix, le courage de se faire confiance en vivant la réconciliation et la coopération. Nous sommes invités à nous regarder avec respect, à privilégier le dialogue. Il n'y a pas d'autres chemins pour obtenir la paix et bâtir un monde plus juste et plus fraternel. Nous encourageons les artisans de paix qui œuvrent en tous pays et en toutes situations. Ils nous émerveillent par leur constance, leur persévérance, leur obstination à toute épreuve. Ils finissent toujours par gagner. Ce n'est pas dans le repli sur soi ni la recherche des seuls intérêts nationaux ou catégoriels que l'on peut offrir un horizon de bonheur pour aujourd'hui et pour demain. « Amour et vérité se rencontrent, Justice et paix s'embrassent » chante le psaume 84. Nous invitons les responsables politiques à faire confiance au dialogue, à la rencontre, à la justice, à la force de la réconciliation, toujours possible. Nous savons que cela va être le chantier qui attend les pays engagés dans les conflits du Moyen Orient. Daesch a perdu une bonne partie de sa capacité de nuisance sur le territoire de la Syrie et de l'Irak. Mais il n'a sûrement pas perdu ce qu'il a semé en termes de méfiance, de violence, de haine, de désir de vengeance. Ceux qui s'étaient alliés pour cette guerre ne vont-ils pas chercher à tirer avantage pour eux-mêmes plutôt que pour l'ensemble des peuples vivant dans cette région ? L'exil a déjà vidé ces pays de populations trop nombreuses. Les dégâts matériels sont terrifiants. Les réparer prendra du temps et de l'argent. Mais qui redonnera la confiance qui permet de vivre ensemble ? Qui redonnera l'estime réciproque et la nécessaire réconciliation ? Nous le croyons : les religions lorsqu'elles promeuvent la fraternité et le pardon sont source de paix. Nous accueillerons ici-même dans quelques jours Mgr Yousif Thomas Mirkis, Archevêque de Kirkouk et de Souleymanié, dans la région kurde de l'Irak. Il nous partagera ce qu'il perçoit de ce temps de l'après-guerre encore si incertain, des perspectives de reprise d'une vie plus paisible et des conditions d'un avenir durable. Nous avons soutenu ces deux dernières années ses initiatives en faveur de la formation de jeunes étudiants réfugiés dans cette zone. Nous espérons que les responsables politiques locaux et ceux des grandes puissances contribueront à bâtir un contexte favorable à une paix durable, indispensable pour une reprise d'une vie possible dans cette région. Nous prions à cette intention. Nous rendons grâce pour les nombreuses initiatives locales porteuses d'avenir.

Un certain nombre de Syriens et d'Irakiens ont rejoint notre pays. Parmi eux, des chrétiens se retrouvent dans nos diocèses et nous les accompagnons de notre mieux. Nous prendrons le temps d'écouter nos trois confrères évêques des Églises arménienne, maronite et ukrainienne. Mgr **Pascal Gollnisch**, directeur de l'Œuvre d'Orient et vicaire général de

l'archevêque de Paris, ordinaire des catholiques de rite oriental en France, nous rejoindra pour regarder avec nous les questions qui se posent à ces communautés. Et nous n'oublierons pas les douloureux événements qui continuent à marquer l'Ukraine.

Vaincre la peur et choisir l'espoir

La violence s'exprime sous des formes bien diverses dans notre monde. Les conflits en Afrique et en Asie ne manquent pas et nous voulons rendre hommage aux confrères de ces pays pour leur action en faveur de la paix chez eux. Marseille a été frappée après bien d'autres voici un mois à la gare St Charles. Mauranne et Laura, deux cousines qui fêtaient ensemble leurs anniversaires ont été sauvagement assassinées. Leur faute était sûrement d'être jeunes, belles et en ce lieu au mauvais moment. Leur vie a été brisée, leurs familles ébranlées. La solidarité s'est évidemment manifestée. La communauté chrétienne les a accompagnées à Eguilles comme à Rillieux la Pape. Marseille-Espérance qui regroupe autour du Maire de Marseille les responsables des diverses communautés de croyants s'est aussitôt réunie pour condamner ces actes et pour soutenir l'engagement en faveur du respect et de l'estime réciproque entre tous les Marseillais. Nous ne voulons pas que des Français aient peur les uns des autres. Nous sommes ensemble contre ce fléau de la violence aveugle. Nous voulons travailler à guérir les germes de violence présents dans les cœurs et les esprits. Nous sommes reconnaissants pour le travail des forces de l'ordre et de nos militaires qui accomplissent une difficile mission. Nous faisons confiance à nos gouvernants pour assurer au mieux notre sécurité dans le respect total des libertés publiques.

Bien d'autres formes de violence existent aussi dans ce monde et dans notre pays également. Comment ne pas penser ici à ceux qui n'ont pas de logement ou de travail, à ceux qui connaissent des conditions de vie trop dures ? Le Pape **François** vient d'instituer la Journée mondiale des Pauvres qui sera célébrée le 19 novembre prochain. Selon le Saint-Père, « cette Journée entend stimuler, en premier lieu, les croyants afin qu'ils réagissent à la culture du rebut et du gaspillage, en faisant leur la culture de la rencontre. En même temps, l'invitation est adressée à tous, indépendamment de l'appartenance religieuse, afin qu'ils s'ouvrent au partage avec les pauvres, sous toutes les formes de solidarité, en signe concret de fraternité » (Message pour la Journée mondiale des Pauvres § 6) C'est un vrai défi pour notre pays de s'unir pour relever ces déficits de justice sociale et briser par-là les germes de violence, de révolte et de désespoir que cela engendre. On peut se réjouir de voir des efforts faits dans ce sens. Au-delà de ce qui est à la charge de l'État et des collectivités territoriales, trouvent place des initiatives citoyennes. Je pense aux colocations qui se développent et même aux initiatives diverses telle celle de l'association Lazare qui propose à de jeunes professionnels de vivre avec des gens de la rue. Cela donne de l'espoir.

Je ne peux pas taire encore la situation de ceux qui manquent de patrie, de ceux qui fuient la leur à cause des problèmes de guerre, de misère, de climat, de conditions de vie devenues insupportables. Ils viennent jusque chez nous chercher une terre accueillante. Bien sûr il appartient aux États de fixer les règles de ces flux migratoires. Nous nous réjouissons de l'accord conclu entre les pouvoirs publics, des Églises chrétiennes et la communauté « Sant'Egidio » en faveur de couloirs humanitaires, contournant ainsi les plans des passeurs et les aléas de l'immigration illégale. Mais quand les personnes sont là à nos portes, quand nous

voyons ces hommes, ces femmes, ces enfants, ces mineurs étrangers isolés dont le nombre ne cesse d'augmenter, comment résister à une indifférence qui déshumanise, comment ne pas comprendre les gestes de ceux qui vivent un accueil risqué ? Oui, l'esprit de solidarité n'est pas mort dans notre pays. Beaucoup savent s'en emparer et en payent parfois le prix fort. Plus d'un en ont fait leur projet de vie, leur engagement. Ils sont des artisans de paix et de fraternité. Ils savent pleurer avec ceux qui pleurent. Ils savent risquer l'amitié et l'accueil. Ils en recueillent des fruits de joie et un peu de fierté. Ils sont témoins de la richesse de la rencontre, du courage et de la foi qui soutient ceux qui sont partis de chez eux dans une aventure aux contours inconnus. Certains évoquent souvent les racines chrétiennes de l'Europe. Les uns pour les protéger dans un espace étroit et tranquille, les autres pour s'en inspirer. Le christianisme porte la vision d'une fraternité universelle de l'humanité. Cette expression permet de dépasser toutes les peurs et de s'engager dans l'audace de l'accueil. Nous nous réjouissons de voir beaucoup de jeunes vivre de cet idéal en s'engageant sur cette voie ici ou en donnant quelques années de leur vie au service du développement des peuples dans une expérience dont ils reviennent grandis.

Avoir sa place dans une société en débats

Ces questions et bien d'autres suscitent des débats profonds dans notre société. L'époque est incertaine, les intérêts souvent inconciliables, les ambitions aveuglantes. Notre pays a du mal à trouver un projet accepté par une majorité. Nous nous sommes exprimés dans un document qui a suscité un réel intérêt : « Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique ». Nous constatons que dans une société marquée par la prééminence des projets individuels, par un sentiment d'insécurité dû aux attentats terroristes, par le manque de perspectives de progrès et de partage juste des richesses nationales, des fractures se creusaient entre citoyens, des coupables étaient recherchés et désignés, la confiance se délitait. Nous insistions sur la nécessité de bâtir ensemble un nouveau projet social qui fasse place à tous, aux plus fragiles en particulier. Nous insistions sur la nécessité de la confiance qui permet l'existence d'un débat fructueux entre les diverses composantes de la société. Nous rappelions la fragilité de nos démocraties quand les intérêts catégoriels ou individuels sont sans limites. Nous regrettions les invectives violentes, les propos irresponsables dangereux. Ce qui doit fonder l'exercice du pouvoir, « c'est, disions-nous, le politique, la recherche du bien commun et de l'intérêt général qui doit trouver son fondement dans un véritable débat sur des valeurs et des orientations partagées. » (p.21) Ce débat, nous voulons y participer. Certains nous en refusent le droit, convaincus que la place des religions doit rester dans les limites closes des maisons et des célébrations culturelles. Nous ne le pensons pas. La société est faite de citoyens aux diverses convictions dont certaines sont religieuses. Ils n'en sont pas moins des citoyens loyaux, cherchant le bien de tous et de chacun. Nous nous réjouissons de la part que les membres de nos communautés prennent en bien des domaines, dans celui de l'enseignement, de la santé, de la solidarité, de l'accueil des plus fragiles, de la défense de la vie, de la famille et des droits de l'homme, de la recherche de la paix. Beaucoup essaient de vivre cet idéal dans l'exercice de leur profession et nous constatons leur dynamisme même dans des situations les plus difficiles. Je pense en particulier à ceux qui s'investissent dans les chantiers de ce que nous appelons l'Église en périphérie ou dans les initiatives en milieu rural. Oui, c'est notre joie de voir les chrétiens refuser le repli sur soi et avoir le souci du bien de tous, de ceux qui ont le plus de difficultés pour vivre.

Dans quelques mois sera lancé le chantier de la révision des lois de bioéthique, et peut être de la loi sur la fin de vie. Cela donnera lieu à des débats importants. Ces débats seront féconds à la mesure de la qualité du dialogue, qui présidera aux échanges. Si les progrès de la science nécessitent de réfléchir à frais nouveaux, la réflexion ne peut se contenter des acquis scientifiques : elle doit aussi et surtout s'enrichir de la conception raisonnable que chacun se fait de la personne humaine et de sa dignité. Elle doit dépasser le seul objectif d'aller de révision en révision pour obtenir ce que l'on veut imposer.

Pour notre part, nous nous réjouissons de voir que du temps sera accordé pour ces débats. Nous nous y engagerons avec toute la force de la raison humaine, soutenus par des experts. Nous voulons rappeler que la dignité de la personne humaine, de sa conception à sa mort naturelle, est inaliénable. C'est d'ailleurs une des raisons qui pousse l'Église à proscrire radicalement la peine de mort, comme vient de le déclarer le pape François. Nul ne peut prendre la place de Dieu ! Si nous comprenons l'apport bénéfique des progrès scientifiques, nous souhaitons qu'ils ne deviennent pas immédiatement la source incontestée de soi-disant droits nouveaux. Il y va du juste respect de chacun.

S'agissant de l'enfant, nous ne pouvons que redire la beauté du mystère de la vie. Accueillir un nouveau-né est une des expériences humaines les plus belles et les plus riches. Nous le percevons bien sur le visage des nouveaux parents. Nous comprenons l'épreuve de ceux qui sont confrontés à la réalité de la stérilité. Leur souffrance appelle un accompagnement compréhensif. Pour autant, on ne peut en déduire qu'il y aurait un droit à l'enfant pour toute personne ou pour tout couple qui souhaiterait en avoir un. L'enfant est un don et non un bien qu'on pourrait acheter et s'offrir à tout prix. Il est à accueillir et à accompagner avec beaucoup de respect, d'affection et de disponibilité. L'attitude d'accueil de la vie reçue comme un don gratuit est humanisante. Elle prépare et fortifie le véritable respect entre les êtres humains : nul ne peut mettre la main sur son semblable, en aucune circonstance.

Les concepts d'égalité et de liberté employés pour justifier des évolutions de la législation sont souvent utilisés d'une manière erronée, parfois sous le coup de l'émotion entretenue médiatiquement. Il s'agit alors d'uniformisation et de concession aux désirs individuels, sous peine de discrimination et sans réflexion anthropologique. Or, en s'appuyant seulement sur ce raisonnement, on risque fort de créer d'autres injustices qui seront comme des sources latentes de violences. Et que penser du principe de précaution qui est utilisé en certains domaines d'application des sciences et qui serait rejeté pour les techniques biomédicales ? Personne ne peut souhaiter fragiliser une société en brouillant les repères de la filiation, en taisant les droits et le bien primordial de l'enfant et en déconstruisant les liens entre générations. La loi n'est pas le résultat de désirs individuels qu'il faudrait autoriser, mais l'expression d'une conception de l'être humain fondée sur un humanisme partagé en vue du bien commun.

Tout cela mérite réflexion, prudence et sagesse. Grâce au dialogue véritable, les voies du respect du plus fragile seront discernées et encouragées. Nous continuerons à porter le souci d'une loi juste pour la paix en notre société et pour son bien.

A l'écoute des jeunes

Au mois d'octobre 2018, dans moins d'un an se tiendra à Rome autour du pape François un synode ordinaire des Évêques sur « Les jeunes, la foi et le discernement vocationnel. » Les jeunes désignent ici les jeunes adultes de 16 à 29 ans. Ils sont divers. Nos Églises diocésaines saisissent cette opportunité pour se mettre à leur écoute, pour faciliter leur participation à la vie des communautés chrétiennes. Le monde dans lequel ils vivent évolue à grande vitesse. Ils ont besoin de soutiens pour leur vie chrétienne et pour avancer dans leur recherche spirituelle. Certains sont rejoints par des mouvements ou des communautés, d'autres se retrouvent dans des paroisses qui leur sont dédiées. Des temps forts leur sont proposés. Cette étape de leur vie est importante. L'accès à un métier est parfois difficile. L'avancée vers une vie affective stable ne l'est pas moins. Certains sont habités par un réel souci spirituel et nous savons qu'un nombre certes moindre est traversé par la question de la vie religieuse ou de la vocation presbytérale. Beaucoup de générosité se manifeste dans leur vie : année sabbatique, service civil, expérience à l'étranger, engagement humanitaire. Tout cela nous réjouit et manifeste la qualité humaine qui est la leur. Nous partagerons les initiatives prises dans nos diocèses en ce domaine. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier tous les acteurs de la pastorale des jeunes et des vocations dans nos diocèses.

Notre premier temps de travail sera consacré à l'élaboration d'une ratio nationale sur la formation des futurs prêtres inspirée par la Ratio fundamentalis que nous venons de recevoir de la congrégation romaine compétente. Les enjeux sont multiples. Nous poursuivrons ce qui a déjà été échangé entre nous en nous laissant parfois sur notre faim. Tout cela nous permet de redire notre confiance dans cette jeunesse et parmi elle à ceux et celles qui portent le souci d'une vie spirituelle profonde. Nous les encourageons à se tourner vers le Christ dont la rencontre est source de joie, de paix, de lumière. L'Église est là pour accompagner leur recherche et leur partager les trésors de l'évangile. Elle les remercie pour la place qu'ils tiennent dans la vie de nos communautés, pour les initiatives qu'ils prennent dans la vie de la société.

Continuer avec détermination la lutte contre la pédophilie

Près d'un an et demi après la décision des évêques de France de mettre en œuvre de nouvelles mesures, le travail pour lutter contre la pédophilie s'amplifie. Des cellules d'écoute et d'accueil des victimes fonctionnent dans nos diocèses. Les évêques se sont rendus disponibles pour rencontrer et écouter le témoignage de ceux qui le souhaitent. Certains d'entre eux ont fait des propositions spirituelles à des personnes ayant été victimes. Nous sommes profondément marqués par ces rencontres et par les conséquences traumatiques vécues par ces personnes et leur famille. Ainsi tant au niveau national qu'au niveau local, la « Cellule permanente de lutte contre la pédophilie » continue de mettre en place un travail de fond -sessions de prévention et de formation- pour lutter contre la pédophilie au sein de l'Église en France.

Nous sommes conscients que le champ de travail demeure vaste tant pour l'Église que pour la société dans la lutte contre les violences sexuelles et notamment celles faites aux personnes vulnérables. Pour ne parler que de l'Église, il est clair qu'il nous faut encore aller plus loin dans la compréhension de ce qui se joue dramatiquement dans ces crimes sexuels et dans l'existence de ceux et celles qui en ont été victimes. Il nous faut tout mettre en œuvre pour tendre vers la tolérance « zéro » à laquelle nous appelle le pape François. Ce travail, et celui

que nous menons contre les dérives sectaires dans les communautés catholiques, se poursuit avec détermination et humilité.

Chrétiens ensemble

Les Cinq cents ans de la Réforme permettent des rencontres fructueuses entre protestants et catholiques. Celles-ci permettent de se remettre ensemble devant le visage du Christ, devant sa vie, son Évangile, devant la mission confiée. Nous sommes attentifs à sa prière pour l'unité de ses disciples comme à celle de l'envoi pour annoncer son amour infini et miséricordieux pour tous les hommes. Le visage du Christ renouvelle ceux qui le contemplant. Il est une véritable bonne Nouvelle. Il apaise la soif de sens que beaucoup recherchent.

Conclusion

Notre Église continue sa mission essentielle qui est celle d'annoncer l'Évangile à tous. Elle le fait avec des moyens limités que ce soit en ce qui concerne les personnes disponibles et les financements. Nous le constatons dans nos diocèses où nous cherchons à nous adapter au mieux. C'est vrai également en ce qui concerne la Conférence épiscopale. Celle-ci est l'un des lieux, avec la Province, où notre collégialité se manifeste de manière concrète. Nous aurons à échanger sur notre pratique avant de poursuivre la réflexion sur l'actualisation des structures de notre Conférence.

Durant ces journées d'assemblée, nous nous tournerons souvent vers le Seigneur dans la prière pour nous-mêmes, pour l'ensemble des chrétiens, pour notre Pape François. Nous prierons pour notre monde, notre pays. Nous lui rendrons grâce pour son amour infini, pour l'œuvre de son Esprit en ce temps qui est le nôtre. Nous demanderons à Notre Dame de Lourdes d'accompagner nos travaux de sa présence maternelle et de nous entraîner à la rencontre des souffrants et des petits.